



GROUPE COLABOR INC.

**RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE PAR LA DIRECTION DES RÉSULTATS
D'EXPLOITATION ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

1^{er} TRIMESTRE DE L'EXERCICE FINANCIER 2015

PÉRIODE DE 84 JOURS TERMINÉE LE 21 MARS 2015

LE 29 AVRIL 2015

GROUPE COLABOR INC.
RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE PAR LA DIRECTION DES RÉSULTATS
D'EXPLOITATION ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE

1^{er} TRIMESTRE DE L'EXERCICE FINANCIER 2015

PÉRIODE DE 84 JOURS TERMINÉE LE 21 MARS 2015

TABLE DES MATIÈRES

1. PORTÉE DU RAPPORT DE GESTION ET AVIS AUX INVESTISSEURS	3
2. DÉCLARATIONS PROSPECTIVES	3
3. GÉNÉRALITÉS	3
4. PROFIL DE LA SOCIÉTÉ	4
5. PRINCIPALES RESSOURCES ET COMPÉTENCES :	
5.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION	6
5.2 DIRECTION	6
6. ANALYSE DE LA PERFORMANCE	
6.1 RÉSULTAT	7
6.2 SITUATION FINANCIÈRE	11
6.3 FLUX DE TRÉSORERIE	13
7. RÉSUMÉ DES DERNIERS TRIMESTRES	14
8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS	14
9. TRANSACTIONS HORS BILAN	15
10. SITUATION ÉCONOMIQUE ACTUELLE, STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT ET PERSPECTIVES D'AVENIR	15
11. DÉVELOPPEMENTS CORPORATIFS	16
12. ÉVÈNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE	17
13. RISQUES ET INCERTITUDES	17
14. ESTIMATIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES	18
15. CONTRÔLES ET PROCÉDURES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	20

RAPPORT DE GESTION EN DATE DU 29 AVRIL 2015

1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs

Ce rapport de gestion de Groupe Colabor Inc. (« GCL », la « Société » ou « Colabor »), anciennement Fonds de revenu Colabor (le « Fonds ») porte sur le résultat global, la situation financière et les flux de trésorerie du 1^{er} trimestre de l'exercice financier se terminant le 26 décembre 2015. Ces états financiers sont libellés en dollars canadiens et ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Ces états financiers peuvent être consultés sur www.sedar.com et www.colabor.com.

Un exercice financier régulier de Colabor est composé de treize périodes, les trois premiers trimestres sont composés de trois périodes chacun et le dernier trimestre de quatre. L'exercice financier se termine le dernier samedi de décembre. Ainsi, les ventes et le résultat de la Société sont proportionnellement moins élevés au premier trimestre et plus élevés au quatrième trimestre puisque celui-ci compte en général 33% plus de jours d'opérations que les autres trimestres de l'exercice. De plus, il est à noter que les ventes de la Société sont saisonnières. Ainsi, les ventes du premier trimestre sont moins élevées en comparaison aux autres trimestres.

L'information comprise dans ce rapport renferme également certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS, par exemple, la notion de bénéfice avant frais financiers, amortissements et impôts sur les bénéfices (BAIIA), libellé aux états financiers sous « Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements ». Étant donné que ces notions ne sont pas définies par les IFRS, elles pourraient ne pas être comparables avec celles d'autres sociétés.

2. Déclarations prospectives

Nous avons utilisé, dans le présent rapport, diverses expressions qui pourraient, au sens de la réglementation des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, constituer des informations prospectives. De façon générale, toute déclaration contenue dans le présent rapport qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Les expressions « continuer », « anticiper » et autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Le rapport de gestion a pour but d'aider les actionnaires à comprendre la nature et l'importance des changements et des tendances, de même que les risques et incertitudes, si bien que les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont indiqués ou sous-entendus dans ces déclarations. Ces déclarations prospectives ne donnent pas de garantie quant à la performance future de la Société et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte qu'elles ne se réalisent pas. Les principaux facteurs pouvant entraîner une différence significative entre les résultats réels de Colabor et les projections ou attentes formulées dans les déclarations prospectives sont décrits à la rubrique *Risques et incertitudes* du présent rapport de gestion. La Société n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives qui pourraient être contenues dans le présent rapport, sauf si cela est requis par la loi.

3. Généralités

Arrangement corporatif ayant résulté en la création de Groupe Colabor Inc.

Le Fonds était une fiducie à but restreint, à capital variable et non constituée en société, qui avait été établie sous le régime des lois de la province de Québec aux termes d'une déclaration de

fiducie datée du 19 mai 2005. Les parts du Fonds étaient transigées à la Bourse de Toronto sous le sigle *CLB.UN*.

Le 8 juillet 2009, le Fonds avait annoncé son intention de se convertir d'une structure de fiducie de revenu en une société par actions (la « Conversion »). Afin de réaliser la Conversion, Colabor avait conclu, à cette date, avec Biotechnologies ConjuChem Inc. (« ConjuChem ») une convention d'arrangement (la « convention d'arrangement ») aux fins de la réalisation de la Conversion aux termes d'un plan d'arrangement prévu par la loi visant ConjuChem (le « plan d'arrangement ») en vertu de l'article 192 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (« LCSA »). La clôture de la Conversion a eu lieu le 25 août 2009, suite à l'approbation des porteurs de parts du Fonds lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires qui a eu lieu le 19 août 2009.

Informations additionnelles

Les actions de Groupe Colabor Inc. se transigent à la bourse de Toronto sous le sigle *GCL-T* tandis que ses débentures convertibles se transigent sous le sigle *GCL.DBA*.

Le lecteur trouvera d'autres informations concernant GCL et antérieurement le Fonds sur SEDAR à www.sedar.com et que sur le site web de Colabor: www.colabor.com.

4. Profil de la Société

Description des activités

Fondée en 1962, Colabor est un distributeur et un grossiste de produits alimentaires desservant le marché des services alimentaires (restaurants, chaînes de restauration, hôtels et cafétérias) et celui du marché de détail (épiceries de petites surfaces, dépanneurs, etc.). Elle exerce présentement ses activités dans deux segments et dans trois régions géographiques: Ontario, Centre du Québec et Est du Québec et Maritimes.

A- Segment Distribution

Le segment de distribution comprend les activités des opérations suivantes :

1. Summit Foodservice («Summit») - division de l'Ontario:

Summit distribue plus de 8 000 produits depuis des entrepôts à Ottawa, London, Mississauga et Vaughan à plus de 3 000 clients, incluant : (i) les entreprises Cara Limité (ci-après « Cara ») qui opère, entre autres, les marques Swiss Chalet, Harvey's, Kelsey's, East Side Mario's, Casey's, Montana's BBQ & Bar et Milestone's Grill and Bar); (ii) Country Style; (iii) Mr Sub; (iv) Wild Wing; (v) d'autres chaînes de restauration; (vi) des restaurants indépendants; (vii) ainsi qu'à des clients institutionnels dont des hôpitaux, des écoles et des institutions gouvernementales. La gamme de produits de Summit comprend des produits surgelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes, des fruits de mer, des fruits et légumes ainsi que des produits d'hygiène.

Cette division, avec environ 500 employés, opère quatre centres de distribution, dont le siège social de London, où sont regroupés les services administratifs. La superficie totale d'entreposage de ces entrepôts est d'environ 541 000 pieds carrés, répartie comme suit :

Mississauga: 127 961 pieds carrés
London: 113 595 pieds carrés (pouvant être agrandie)
Ottawa : 103 460 pieds carrés (pouvant être agrandie)
Vaughan : 196 598 pieds carrés

Ces entrepôts, sauf celui de Vaughan, sont certifiés HACCP.

2. *Skor- Division «Libre-service» - division de l'Ontario:*

Cette division opère 5 magasins «libre-service» dans le sud de l'Ontario et offre à sa clientèle plus de 12 000 produits de détail et de services alimentaires à des dépanneurs, à de petites épiceries, à des cafétérias ainsi qu'à des restaurants.

3. *Colabor Distributeur Alimentaire (« CDA », auparavant Division de l'Est du Québec et Maritimes) :*

CDA est un important distributeur auprès de clients des services alimentaires et de détail dans les régions de Québec, du Saguenay, de l'est du Québec, du Nouveau-Brunswick et d'une partie de la Côte-Nord et de la Basse-Côte-Nord. CDA compte environ 500 employés, distribue plus de 12 000 produits depuis ses deux entrepôts stratégiquement situés à Lévis et Rimouski qui totalisent environ 341 000 pieds carrés. La clientèle de près de 4 000 clients de CDA se compose principalement, de restaurants, d'exploitants de services alimentaires, de magasins d'alimentation spécialisés, de comptes institutionnels tel des établissements de soins de santé, des écoles et des universités, ainsi que de certains autres clients de détail. CDA offre une gamme complète de produits dont des produits congelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes fraîches, des poissons et fruits de mer, des fruits et légumes ainsi que des produits jetables et d'hygiène. Elle offre donc une solution multiservice à ses clients.

4. *Les Pêcheries Norref Québec Inc. («Norref») - division Centre du Québec:*

Norref est une entreprise spécialisée dans l'importation et la distribution de poissons et de fruits de mer frais au Québec. Norref est reconnue comme le plus important distributeur de ce genre au Québec.

Norref opère un centre de distribution, d'environ 40 000 pieds carrés à Montréal et détient (i) une certification HACCP et (ii) une approbation fédérale lui permettant de vendre à l'échelle nationale. Norref distribue toute une gamme de poissons et de fruits de mer frais et surgelés. La clientèle est diversifiée et se compose de supermarchés, de restaurants, d'hôtels, de traiteurs et de poissonniers. Norref compte approximativement 210 employés.

5. *Viandes Lauzon (« Lauzon») - division Centre du Québec :*

Lauzon est un important distributeur des marques de bœuf de la compagnie Cargill (Premium Signature Angus, Sterling Silver) et effectue la préparation et la transformation de viandes de qualité supérieure pour les provinces de Québec et d'Ontario. Lauzon est réputé, entre autres, pour ses produits, son personnel et pour un service à la fois efficace et souple aux secteurs de la restauration et de l'hôtellerie. Lauzon opère dans une usine d'environ 68 000 pieds carrés récemment rénovée situé à Montréal et détient une certification HACCP ainsi qu'une approbation fédérale lui permettant de vendre ses produits à l'échelle nationale. Cette division compte approximativement 100 employés.

B. Segment Grossiste

1. *Centre de distribution de Boucherville (« Boucherville ») - division Centre du Québec :*

Les ventes de Boucherville sont constituées de produits alimentaires et non alimentaires fournis à des distributeurs qui, à leur tour, redistribuent ces produits à plus de 25 000 clients faisant affaires dans les secteurs des services alimentaires et des commerces de détail desservant la province de Québec et les provinces de l'Atlantique. Les produits sont vendus, soit directement à partir de son

centre de distribution (« ventes d'entrepôt »), soit par des livraisons effectuées par des fabricants et des fournisseurs directement aux entrepôts des distributeurs (« ventes directes »).

Boucherville opère un centre de distribution d'environ 371 120 pieds carrés à Boucherville, et compte approximativement 90 employés.

2. *Viandes Décarie* (« Décarie ») - division Centre du Québec :

Décarie est un grossiste et distributeur spécialisé dans le marché de la viande et des produits de boucherie. Décarie opère un centre de distribution d'environ 27 000 pieds carrés situé à Montréal et emploie environ 70 employés. À titre de grossiste, cette division distribue un large éventail de viandes fraîches et congelées telles le bœuf, le veau, l'agneau, le porc ainsi que la volaille. Sa clientèle se compose de distributeurs, de détaillants en alimentation et de boucheries spécialisées. Les installations de Décarie sont certifiées HACCP et Décarie détient un permis fédéral lui offrant la possibilité de vendre ses produits à l'échelle nationale.

5. Principales ressources et compétences

5.1 Conseil d'administration

<u>Nom</u>	<u>Rôle au sein de la Société</u>	<u>Occupation</u>
Robert Panet-Raymond, MBA, IAS.A, ICD.D	Président du conseil	Administrateur de sociétés
Richard Lord, FCPA, FCMA	Président du comité d'audit	Président et chef de la direction de Quincaillerie Richelieu Ltée
Stéphane Gonthier, LL.B., MBA ⁽¹⁾	Administrateur	Président et chef de la direction de 99¢ Only Stores
Alain Brisebois	Administrateur	Premier Vice-Président et Chef de la Direction Commerciale de Rona inc.
Robert Cloutier	Président du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise	Administrateur de sociétés
Joane Demers, FCPA, FCA	Administratrice	Administratrice de sociétés
Gaétan Brunelle ⁽²⁾	Administrateur	Vice-président de Dubé & Loiselle inc.

Note (1) M. Gonthier est nommé au conseil par Caisse de dépôt et Placement du Québec

Note (2) : M. Brunelle est nommé au conseil d'administration de Colabor par Investissement Colabor Inc.

5.2 Direction

<u>Nom</u>	<u>Rôle au sein de la Société</u>	<u>Occupation</u>
Claude Gariépy	Président et Chef de la direction	Groupe Colabor Inc.
Jean-Francois Neault, CPA, CMA, MBA	Vice-président et Chef de la direction financière	Groupe Colabor Inc.
Michel Delisle	Vice-président technologies de l'information	Groupe Colabor Inc.
Marko Potvin	Vice-président achats centralisés	Groupe Colabor Inc.
Denis Desaulniers, CRHA	Vice-président Ressources humaines et communications	Groupe Colabor Inc.
Jack Battersby	Président	Summit, division de l'Ontario
Paul Webb	Vice-président et directeur général	CDA, Est du Québec et Maritimes

6. Analyse de la performance

6.1 Résultat

La perte nette du trimestre est de 6,3 M\$ comparée à 5,6 M\$ pour le même trimestre l'an dernier. En 2015, cette perte s'explique principalement par des frais non liés aux opérations courantes de 0,8 M\$ et par une perte de valeur sur placement en actions de 1,7 M\$, frais inexistant en 2014, compensée en partie par le fait que le trimestre de 2015 contient 3 jours de plus d'activités que celui de 2014 ce qui a amélioré la rentabilité de la Société. N'eut été de ces frais, la perte opérationnelle aurait été de 3,0 M\$, soit une amélioration de 1,1M\$ par rapport au 1^{er} trimestre de 2014. La perte par action s'est quant à elle établie à 0,23 \$ par action comparée à 0,21 \$.

Le tableau qui suit décrit les États consolidés du résultat:

États consolidés du résultat

(non audités, en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2015-03-21 (84 jours)		2014-03-22 (81 jours)		Écart	
	\$		\$		\$	
Ventes de marchandises	304 662	100,00%	279 318	100,00%	25 344	9,07%
Charges opérationnelles excluant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	304 198	99,85%	279 170	99,95%	25 028	8,97%
Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et amortissements	464	0,15%	148	0,05%	316	213,51%
Frais non liés aux opérations courantes	838	0,28%		0,00%	838	S/O
Perte de valeur sur placement en actions	1 731	0,57%		0,00%	1 731	S/O
Amortissement des immobilisations corporelles	959	0,31%	975	0,35%	(16)	-1,64%
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 457	0,81%	3 279	1,17%	(822)	-25,07%
	<u>5 985</u>	<u>1,97%</u>	<u>4 254</u>	<u>1,52%</u>	<u>1 731</u>	<u>40,69%</u>
Résultat opérationnel	(5 521)	-1,82%	(4 106)	-1,47%	(1 415)	-34,46%
Charges financières	3 099	1,02%	3 391	1,21%	(292)	-8,61%
Résultat avant impôts	(8 620)	-2,84%	(7 497)	-2,68%	(1 123)	14,98%
Charges d'impôts						
Différés	(2 305)	-0,76%	(1 931)	-0,69%	(374)	19,37%
	<u>(2 305)</u>	<u>-0,76%</u>	<u>(1 931)</u>	<u>-0,69%</u>	<u>(374)</u>	<u>19,37%</u>
Résultat	(6 315)	-2,08%	(5 566)	-1,99%	(749)	13,46%
Résultat de base et dilué par action	(0,23 \$)		(0,21 \$)			

Le tableau qui suit fait état des ventes comparables :

Ventes comparables (non audités, en milliers de dollars)

	Segment Distribution				Segment Grossiste				Consolidées			
	2015-03-21	2014-03-22	Écart		2015-03-21	2014-03-22	Écart		2015-03-21	2014-03-22	Écart	
	(84 jours)	(81 jours)	\$	%	(84 jours)	(81 jours)	\$	%	(84 jours)	(81 jours)	\$	%
Ventes totales	205 633	187 639	17 994	9,6%	99 029	91 679	7 350	8,0%	304 662	279 318	25 344	9,1%
Acquisitions	(9 755)		(9 755)		4 827		4 827		(4 928)		(4 928)	
Éléments spécifiques												
Ajustement pour trois jours		7 630	(7 630)			4 279	(4 279)			11 909	(11 909)	
Ventes comparables	195 878	195 269	609	0,3%	103 856	95 958	7 898	8,2%	299 734	291 227	8 507	2,9%

Ajustements pour fins de comparaison

Acquisitions

Les ajustements liés aux acquisitions dans le segment distribution résultent de l'acquisition de Poissonnerie Marcotte (1980) Inc. réalisée le 10 septembre 2014.

Quant à ceux effectués dans le segment grossiste, cela provient du fait que certaines divisions effectuaient des ventes à cette entité qui n'étaient pas éliminées par le passé.

Ajustement pour trois jours

Étant donné que les périodes comparables ne contiennent pas le même nombre de jours que les périodes courantes, des ajustements sont nécessaires.

Le tableau qui suit fait état des ventes sectorielles :

Ventes sectorielles (non audités, en milliers de dollars)

	2015-03-21	2014-03-22	Écart	
	(84 jours)	(81 jours)	\$	%
Ventes avant éliminations				
Segment Distribution	210 250	193 289	16 961	8,8%
Segment Grossiste	138 250	123 642	14 608	11,8%
	348 500	316 931	31 569	10,0%
Ventes inter-segments				
Segment Distribution	4 617	5 650	(1 033)	-18,3%
Segment Grossiste	39 221	31 963	7 258	22,7%
	43 838	37 613	6 225	16,6%
Ventes consolidées				
Segment Distribution	205 633	187 639	17 994	9,6%
Segment Grossiste	99 029	91 679	7 350	8,0%
	304 662	279 318	25 344	9,1%

Le chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre est de 304,7 M\$ comparé à 279,3 M\$ pour le même trimestre en 2014 soit une hausse de 25,4 M\$ ou 9,1 %. Cette croissance des ventes provient à la fois du segment grossiste et du segment distribution. Le chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre de 2015 n'est pas comparable à celui de 2014 dû à l'acquisition de Poissonnerie Marcotte (1980) Inc. ainsi qu'à un nombre supérieur de jours par rapport à 2014.

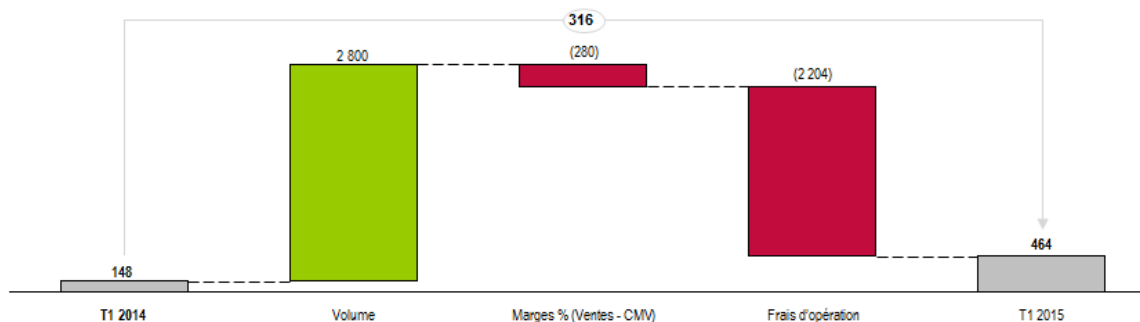
La croissance de 8,2 % des ventes comparables du segment grossiste provient principalement des ventes de produits de viandes de ce segment, expliquée par l'effet combiné des gains de parts de marché et de l'inflation du prix des viandes.

Les ventes comparables du segment distribution, quant à elles, sont demeurées stables pour la période par rapport au 1^{er} trimestre de 2014.

Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements (BAIIA)

Analyse des variances du résultat opérationnel avant frais non liés aux opérations courantes et amortissements trimestriel

(non audités, en milliers de dollars)



Le BAIIA du 1^{er} trimestre de 2015 a atteint 0,5 M\$ ou 0,15 % des ventes comparé à 0,1 M\$ ou 0,05 % pour la même période en 2014.

La hausse des ventes provient principalement de l'acquisition de Poissonnerie Marcotte (1980) Inc. réalisée le 10 septembre 2014, du fait que le trimestre de 2015 contient 3 jours de plus que celui de 2014 et d'une croissance des ventes comparables.

La diminution des marges de profit en % des ventes est attribuable en partie à la signature de nouveaux contrats ayant une marge plus faible.

Quant à l'augmentation des frais d'opération, cela s'explique principalement par l'acquisition de Poissonnerie Marcotte (1980) Inc.

Frais non liés aux opérations courantes

La note 6 des états financiers donne un sommaire des frais non liés aux opérations courantes. Ce poste de l'état du résultat comprend des éléments qui ne sont pas récurrents avec les opérations courantes de la Société.

Lors de la présentation de ses résultats du 1^{er} trimestre 2014, la société a présenté un plan d'action visant à augmenter les revenus, réduire ses frais d'opération et améliorer la gestion de son capital. Certaines initiatives identifiées par la direction entraîneront des frais non liés aux opérations qui pourront s'échelonner sur une période de 18 mois et qui apporteront des bénéfices sur une période s'échelonnant eux, sur 36 mois.

Ces frais sont composés de :

- | | |
|--|------------|
| 1. Primes de séparation et frais de restructuration : | 830 000 \$ |
| (i) Au cours du 1 ^{er} trimestre de 2015, la Société a encouru des frais de restructuration liés en majeure partie, à des primes de séparation visant à intégrer davantage les opérations de Poissonnerie Marcotte Inc. | |
| 2. Coûts directs liés à des acquisitions d'entreprise : | 8 000 \$ |

Total 838 000 \$

Amortissement des immobilisations

La charge d'amortissement des immobilisations corporelles pour le 1^{er} trimestre 2015 est stable à 1,0 M\$ comparée à 2014. Quant à la charge d'amortissement des immobilisations incorporelles, celle-ci correspond à 2,6 M\$ comparativement à 3,3 M\$ et cette diminution s'explique par des pertes de valeur sur immobilisations incorporelles comptabilisées au 4^{ème} trimestre de 2014.

Frais Financiers

La charge financière du 1^{er} trimestre de 2015 de 3,1M\$ est inférieure à celle de 3,4 M\$ du trimestre correspondant de 2014. Cette diminution, s'explique principalement par des radiations de frais et des pénalités qui ont eu lieu en 2014 en lien avec le refinancement.

Charge d'impôts différés

La récupération d'impôts différés du 4^{ème} trimestre de 2,3M\$ provient de la perte trimestrielle réalisée ajusté pour tenir compte de dépenses non déductibles fiscalement.

Tel que décrit à la note 13 des états financiers annuels audités de 2014, le 2 octobre 2014, la Société a annoncé avoir conclu une entente avec l'Agence de revenu du Canada (« ARC ») relativement à la contestation de l'ARC des incidences fiscales de la conversion de sa structure de fiducie de revenu en une structure de société par actions en août 2009. Cette entente n'entraînera aucun déboursé pour la Société pour les années d'imposition 2009 à 2013. Toutefois, une charge non-monétaire de 15 149 000\$, liée à la radiation de certains actifs d'impôts différés a été comptabilisée à l'état consolidé du résultat de l'exercice terminé le 27 décembre 2014. Cette charge tient compte d'une entente similaire à venir avec Revenu Québec. En date des présentes, la Société est toujours en discussion avec Revenu Québec et rien n'indique qu'une entente similaire à celle réalisée avec Revenu Canada ne se réalisera pas.

Résultat par action

La perte nette par action du 1^{er} trimestre 2015 a atteint 0,23\$ par action comparativement à 0,21\$ au 1^{er} trimestre 2014, soit une augmentation de la perte par action de 0,02\$.

6.2 Situation financière

Le tableau qui suit représente les États consolidés de la situation financière de la Société :

États consolidés de la situation financière

(en milliers de dollars)

	2015-03-21 (non audités)	2014-03-22 (non audités)	2014-12-27 (audités)
	\$	\$	\$
ACTIF			
Courant			
Clients et autres débiteurs	106 180	100 795	124 729
Actifs d'impôts recouvrables	1 815	2 960	1 500
Stock	89 093	73 421	92 693
Frais payés d'avance	4 086	2 380	3 069
<i>Actif courant</i>	<u>201 174</u>	<u>179 556</u>	<u>221 991</u>
Non courant			
Placement en actions dans Investissements Colabor Inc.	1 072	4 748	2 803
Immobilisations corporelles	15 679	16 844	16 419
Immobilisations incorporelles	91 565	128 752	93 675
Goodwill	94 945	115 065	94 569
<i>Actif non courant</i>	<u>203 261</u>	<u>265 409</u>	<u>207 466</u>
Total de l'actif	<u><u>404 435</u></u>	<u><u>444 965</u></u>	<u><u>429 457</u></u>
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
PASSIF			
Courant			
Découvert bancaire	7 081	3 911	8 782
Fournisseurs et autres créditeurs	98 258	77 431	110 193
Remises à payer	10 436	7 409	10 481
Soldes de prix d'achat à payer	907	761	869
Emprunt bancaire	5 500	6 000	6 000
Obligations découlant de contrats de location	366	178	445
Produits différés	280	409	14
Provisions	1 593	974	1 655
<i>Passif courant</i>	<u>124 421</u>	<u>97 073</u>	<u>138 439</u>
Non courant			
Emprunt bancaire	85 810	81 448	88 076
Dettes à long terme	42 208	42 101	42 181
Débetures convertibles	48 264	47 533	48 086
Obligation découlant de contrats de location	800	753	864
Obligations au titre de la retraite	1 840	1 004	1 406
Provisions	3 238	4 142	3 500
Passif d'impôts différés	3 654	3 307	6 083
<i>Passif non courant</i>	<u>185 814</u>	<u>180 288</u>	<u>190 196</u>
Total du passif	<u><u>310 235</u></u>	<u><u>277 361</u></u>	<u><u>328 635</u></u>
CAPITAUX PROPRES			
Capital-actions	209 972	208 622	209 972
Déficit	(118 741)	(43 412)	(112 074)
Autres composantes des capitaux propres	2 969	2 394	2 924
<i>Total des capitaux propres</i>	<u>94 200</u>	<u>167 604</u>	<u>100 822</u>
Total du passif et des capitaux propres	<u><u>404 435</u></u>	<u><u>444 965</u></u>	<u><u>429 457</u></u>

Facilités de crédit

Sous certaines circonstances, la Société a l'obligation de respecter un ratio de couverture des frais fixes. Au 21 mars 2015, ce ratio était respecté.

Emprunt moyen

Dans leur revue de l'état de trésorerie, les investisseurs doivent considérer qu'il est plus pertinent d'apprécier les fluctuations de l'endettement en utilisant l'endettement moyen journalier de la période plutôt que le solde de fin de période, qui lui, est sujet à une plus grande volatilité.

De plus, compte tenu du focus de la direction à réduire l'endettement, cette façon est plus pertinente pour apprécier l'évolution de la réduction de son niveau d'emprunt.

Dans un premier temps, pour le 1^{er} trimestre, l'endettement moyen journalier est de 97M\$ comparé à un endettement moyen au 4^e trimestre de 94 M\$. L'écart provient principalement de la saisonnalité des fonds auto-générés pendant le trimestre avant variation du fonds de roulement.

Dans un deuxième temps, l'endettement moyen du 1^{er} trimestre de 2015 versus celui du trimestre correspondant de 2014, respectivement à 97 M\$ et 96 M\$, est resté relativement stable et ce, principalement grâce au changement dans la structure de financement que la Société a effectué au cours du 1^{er} trimestre de 2014. En effet, la Société a alors augmenté son endettement à long terme en faveur de son endettement à court terme.

Capital-actions

Le capital-actions de Colabor est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions privilégiées pouvant être émises en série, toutes sans valeur nominale. Le sommaire des droits, privilèges, restrictions et conditions qui se rattachent aux actions ordinaires et aux actions privilégiées de Colabor est décrit à la Notice annuelle de Colabor datée du 11 mars 2015 et qui est accessible pour visionnement via l'internet au site web de SEDAR au www.sedar.com.

Au 21 mars 2015, 27 480 966 actions ordinaires étaient émises et en circulation alors qu'au 22 mars 2014, 27 089 321 actions ordinaires étaient émises et en circulation. La variation s'explique par l'émission d'actions de la Société dans le cadre de l'acquisition de Poissonnerie Marcotte (1980) Inc. par cette dernière.

Débetures convertibles

Le 27 avril 2010, Colabor a annoncé la réalisation d'un placement de débetures convertibles non garanties (les «débetures»), et ce pour un produit brut global de 50 millions de dollars. Les débetures, échéant le 30 avril 2017, portent intérêt au taux de 5,7 % l'an, payable semestriellement. Le taux effectif des débetures est de 7,54%. Les débetures sont convertibles, au gré de leur porteur, en actions au taux de conversion de 59,347 actions par tranche de 1 000 \$ de capital des débetures, soit un prix de conversion de 16,85 \$ par action. La Société pourra, en certaines circonstances, procéder à leur rachat anticipé, de façon partielle ou en totalité, après le 30 avril 2015. À la date de ce rapport de gestion, aucune conversion n'est survenue.

Options d'achat d'actions (en date de ce rapport de gestion)

Prix de levée	Date d'expiration	Nombre d'options en circulation	Nombre d'options pouvant être exercées
12,10 \$	30 avril 2017	61 500	61 500
7,59 \$	2 mai 2019	131 100	65 550
7,75 \$	23 mars 2020	206 800	51 700
4,43 \$	29 juillet 2020	40 000	10 000
3,70 \$	8 mai 2021	460 000	
		<u>899 400</u>	<u>188 750</u>

6.3 Flux de trésorerie

Le tableau qui suit représente les flux de trésoreries consolidés :

Tableaux consolidés des flux de trésorerie
 (non audités, en milliers de dollars)

	2015-03-21 (84 jours)	2014-03-22 (81 jours)
	\$	\$
Activités opérationnelles		
Résultat avant impôts	(8 620)	(7 497)
Perte de valeur sur goodwill et immobilisations incorporelles		
Amortissement des immobilisations corporelles	959	975
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 457	3 279
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles	(209)	
Variation des provisions	(381)	(360)
Dépréciation du placement en actions dans Investissements Colabor Inc.	1 731	
Charges financières	3 099	3 391
Charges relatives aux régimes de rémunération à base d'actions	45	25
	(919)	(187)
Retenues d'impôts	(315)	(107)
Variation nette du fonds de roulement	<u>9 089</u>	<u>12 241</u>
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	<u>7 855</u>	<u>11 947</u>
Activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	100	
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(519)	(273)
Dispositions d'immobilisations corporelles	280	8
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(307)	(919)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	<u>(446)</u>	<u>(1 184)</u>
Activités de financement		
Emprunt bancaire	(2 883)	(21 455)
Paiements en vertu de contrats de location	(143)	(8)
Paiement de soldes de prix d'achat		(10 735)
Remboursement de dette à long terme		(15 000)
Émission de dette à long terme, net des frais afférents		42 087
Charges financières payées	(2 682)	(2 735)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	<u>(5 708)</u>	<u>(7 846)</u>
Variation nette du découvert bancaire	1 701	2 917
Découvert bancaire au début de la période	(8 782)	(6 828)
Découvert bancaire à la fin de la période	<u>(7 081)</u>	<u>(3 911)</u>

Activités opérationnelles

Les flux de trésorerie reliés aux activités opérationnelles du 1^{er} trimestre sont positifs de 7,9 M\$ comparativement à 11,9 M\$ pour la même période en 2014. L'écart de 4,0 M\$ s'explique principalement par une variation du fonds de roulement moins favorable en 2015, causé par une baisse moins marquée des inventaires combiné à une baisse plus importante des comptes fournisseurs et autres créditeurs. En effet, les comptes fournisseurs et autres créditeurs étaient à un niveau élevé au 27 décembre 2014 comparé à la même période pour l'exercice précédent.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement du 1^{er} trimestre ont été de 0,4 M\$ comparativement à 1,2 M\$ pour la même période en 2014. Cette diminution s'explique par la signature à long terme d'ententes d'approvisionnement survenues au 1^{er} trimestre de 2014 générant des sorties de fonds liés à des bonus de signature.

Activités de financement

Les flux de trésorerie reliés aux activités de financement du 1^{er} trimestre sont négatifs de 5,7 M\$ comparativement à des flux négatifs de 7,8 M\$ pour la même période en 2014. L'écart provient principalement de la variation au niveau de l'emprunt bancaire suite à la modification de la structure d'endettement de la Société en janvier 2014.

7. Résumé des derniers trimestres

(000)	2015-03-21 (84 jours)	2014-12-27 (112 jours)	2014-09-06 (84 jours)	2014-06-14 (84 jours)	2014-03-22 (81 jours)	2013-12-31 (115 jours)	2013-09-07 (84 jours)	2013-06-15 (84 jours)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	304 662	460 043	345 164	347 200	279 318	456 489	343 584	345 817
BAIIA	464	10 332	10 162	9 504	148	11 761	10 228	9 728
Résultat	(6 315)	(48 312)	(15 042)	1 630	(5 566)	(1 978)	(3 883)	2 390
Bénéfice net de base par action	(0,23 \$)	(1,76 \$)	(0,56 \$)	0,06 \$	(0,21 \$)	(0,07 \$)	(0,14 \$)	0,09 \$

8. Opérations entre apparentés

Lors du premier appel public à l'épargne, le 28 juin 2005, le Fonds avait acquis indirectement une participation de 53,2 % dans Colabor Société en commandite (ci-après «Colabor SC»), la participation restante de 46,8 % dans Colabor SC étant détenue par Investissements Colabor Inc. (« Investissements ») sous forme de parts de Colabor SC échangeables.

Suite à la conversion en société, à la conversion de débentures et d'émissions d'actions subséquentes, Investissements détient maintenant 18,5 % dans Groupe Colabor Inc. sur une base non diluée.

Par contre la Société, suite aux acquisitions de Gestion Bertrand et frères inc., RTD Distributions Itée et Edrefx, détient maintenant 18,12 % d'Investissements qui elle, détient un placement de 5 087 349 actions dans la Société.

Les opérations entre apparentés sont constituées de remises aux distributeurs affiliés et privilégiés d'Investissements au taux de 3 % des ventes (ci-après «la ristourne») à ceux-ci, taux établi contractuellement jusqu'au début du 2^{ème} trimestre de 2015. Avec l'arrivée du terme actuel des conventions d'affiliation en 2015, Colabor a initié, au cours de 2014, des discussions avec une grande majorité des distributeurs affiliés (ci-après «les membres») afin de renouveler leur convention d'affiliation respective et, en date des présentes, Colabor SC a conclu des conventions d'affiliation à long terme représentant approximativement 80% du volume des ventes de la

division de Boucherville et des discussions sont toujours en cours concernant le renouvellement de conventions supplémentaires. Les conventions d'affiliation ainsi renouvelées ne prévoient pas le paiement de la ristourne à Investissements, mais plutôt aux membres directement. Ce paiement aux membres sera traité comme une transaction non apparentée pour le futur.

Les opérations entre la Société et Investissements ont été conclues dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange.

Le tableau qui suit fait état des opérations entre la Société et Investissements :

Opérations entre apparentés (non audités, en milliers de dollars)	2015-03-21 (81 jours)	2014-03-22 (84 jours)
	\$	\$
Remises	2 473	2 360

9. Transactions hors bilan

La Société n'a pas d'obligations relatives à des transactions hors bilan, à l'exception de lettres de garantie bancaire de l'ordre de 1 014 000 \$, supportant la location d'un des centres de distribution de la Société.

10. Situation économique actuelle, stratégies de développement et perspectives d'avenir

Situation économique actuelle

Colabor a des activités commerciales dans l'est du Canada, au Québec et en Ontario. La situation économique de ces régions est au ralenti particulièrement au Québec. Ceci découle principalement d'une consommation plus faible freinée par des augmentations des taxes et tarifs, par l'endettement des ménages et la stagnation des emplois au Québec. Tous ces éléments limitent les dépenses discrétionnaires de consommation des ménages.

Nonobstant ce qui précède, Colabor a établi son plan d'affaires, qui est décrit ci-dessous, et croit que la situation actuelle pourrait lui apporter encore des occasions d'affaires qu'elle est prête à analyser avec l'objectif d'accroître la valeur de la société au bénéfice de ses actionnaires.

Stratégies de développement

La direction de la Société croit sincèrement qu'il existe d'importants canaux servant à accroître, lorsque les circonstances le permettront, sa pénétration dans le domaine des services alimentaires au Canada.

Consolidation dans la distribution des services alimentaires

Le marché de la distribution des services alimentaires est encore très morcelé dans l'est du Canada. Cette situation donne l'opportunité à Colabor d'augmenter de façon significative sa part de marché dans les régions géographiques, où elle est déjà présente, par des acquisitions hautement synergétiques.

La Société pourrait aussi acquérir d'autres distributeurs affiliés au Québec et en Ontario. Ceci lui permettrait de densifier son réseau de distribution dans l'est du Canada, ce qui augmenterait la profitabilité de ses opérations.

Perspectives d'avenir

Ainsi, malgré le ralentissement économique, étant donné la faible part de marché que Colabor a dans certaines régions métropolitaines importantes du Canada telles Toronto et Montréal, ces opportunités d'acquisitions permettraient à la Société d'augmenter de façon importante ses ventes, son pouvoir d'achat et sa capacité de générer des économies de coûts avec l'objectif d'augmenter son bénéfice net. Par ailleurs, la profitabilité opérationnelle de l'exercice 2015 devrait demeurer relativement stable par rapport à 2014.

11. Développements Corporatifs

Changements au Conseil d'administration

Le 2 mars, 2015, Colabor a annoncé la nomination de Mme Joane Demers à titre d'administratrice de la Société. Sa nomination est avec effet immédiat et vise à combler un poste laissé vacant. De plus, le 12 mars 2015, Colabor annonce la nomination de M. Gaétan Brunelle au conseil d'administration de la Société. Sa nomination prend effet immédiatement et aussi comble un poste laissé vacant au sein du conseil d'administration de Colabor par M. Paul Webb qui s'est joint aux rangs de la Société à titre de vice-président et directeur général de CDA, division de l'est du Québec et des Maritimes.

Dividende trimestriel non déclaré afin de supporter les initiatives de croissance

Le 12 mars 2015, Colabor a annoncé que son conseil d'administration a jugé approprié de ne pas déclarer de dividende trimestriel.

Règlement relatif aux préavis

Le 19 mars 2015, le conseil d'administration de la Société a adopté un règlement relatif aux préavis (le « Règlement relatif aux préavis »). Le Règlement relatif aux préavis vise à établir les conditions et à mettre en place un cadre qui permet aux actionnaires d'exercer leur droit de proposer la candidature d'administrateurs en fixant un délai dans lequel de telles candidatures doivent être proposées à la Société par un actionnaire avant une assemblée annuelle ou extraordinaire des actionnaires et prévoit les renseignements qui doivent être fournis par un actionnaire dans l'avis donné à la Société pour que cet avis soit considéré comme un avis écrit en bonne et due forme. Pour plus de détails on réfère le lecteur au communiqué de presse de la Société daté du 19 mars 2015 accessible pour visionnement via l'Internet sur le site web de SEDAR à www.sedar.com ou sur le site web de la Société à www.Colabor.com

Régime des droits des actionnaires

Le 19 mars 2015, Colabor a annoncé avoir mis en place un Régime de droits actionnaires («le régime») afin de promouvoir un traitement équitable des actionnaires advenant qu'une offre publique d'achat soit présentée à l'égard de Colabor. Le Régime de droit donnera plus de temps au conseil d'administration et aux actionnaires pour étudier toute offre publique d'achat non sollicitée à l'égard de Colabor. Pour plus de détails on réfère le lecteur au communiqué de presse de la Société daté du 19 mars 2015 accessible pour visionnement via l'Internet sur le site web de SEDAR à www.sedar.com ou sur le site web de la Société à www.Colabor.com

12. Évènement postérieur à la date de clôture

Entente avec Les Entreprises Cara Limité

Le 13 avril 2015, Colabor a annoncé le renouvellement avant terme et le prolongement de son entente de distribution et d'approvisionnement à long terme (l'« entente ») avec Les Entreprises Cara Limitée (« Cara »), le plus important exploitant de restaurants à service complet au Canada et le troisième plus important exploitant de restaurants au pays, selon les ventes de 2013. L'entente, selon laquelle Colabor approvisionnera les bannières de Cara en Ontario et au Québec, prolonge la relation de longue date jusqu'à la fin de 2022 et offre à Colabor l'occasion d'approvisionner les restaurants exploités sous toute nouvelle bannière acquise ou créée par Cara ou l'une de ses sociétés affiliées en Ontario et au Québec.

13. Risques et incertitudes

Les activités de la Société sont assujetties à plusieurs risques et incertitudes qui sont plus amplement décrits à sa notice annuelle daté du 11 mars 2015 (« la Notice ») et accessible pour visionnement via l'Internet sur le site SEDAR à www.sedar.com. En sus des risques qui sont décrits à la Notice et qui sont incorporés dans le présent rapport de gestion par renvoi, la Société désire souligner les risques liés à l'industrie qui pourraient avoir un impact sur la rentabilité et sur le rendement de l'investissement qui ne sont pas sous le contrôle de la direction.

Risques liés à l'industrie qui pourraient avoir un impact sur la rentabilité et qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de la direction :

- *Dépendance vis-à-vis les distributeurs affiliés*

Les ventes générées par les distributeurs affiliés représentent une fraction importante (environ 20 %) des ventes de la Société. La perte d'un nombre significatif de ces distributeurs pourrait avoir un impact négatif sur les résultats de Colabor.

À ce jour, Colabor a procédé à la signature, avant l'expiration des précédents contrats, de plusieurs des distributeurs affiliés, dont les plus importants. La prolongation à long terme sur la base, d'un contrat d'approvisionnement, représente environ 80 % des ventes aux distributeurs affiliés et d'autres négociations sont en cours.

- *Absence d'ententes à long terme entre les distributeurs affiliés et leurs clients*

Conformément à la pratique générale de l'industrie, les distributeurs affiliés ne concluent habituellement pas d'ententes à long terme avec leurs clients. Ainsi, les clients peuvent, sans préavis, ni pénalité, mettre un terme à leur relation avec les distributeurs affiliés. En outre, même si les clients décidaient de poursuivre leur relation avec les distributeurs affiliés, rien ne garantit qu'ils achèteront le même volume de produits que par le passé, ni qu'ils paieront le même prix pour ces produits que par le passé. Toute perte de clients par les distributeurs affiliés, ou diminution du chiffre d'affaires ou du prix payé par eux pour les produits, pourrait toucher les ventes de la Société et avoir une incidence défavorable sur la situation financière et les résultats d'exploitation.

- *Choix des clients*

Le succès de Colabor dépend aussi de l'intérêt continu des clients vis-à-vis les produits qu'elle distribue. Un changement dans les choix des clients pourrait affecter la demande des produits distribués par Colabor.

- *Dépendance à l'égard de Cara et d'autres chaînes*

Suite à l'acquisition de Summit, les ventes à Cara (y compris ses franchisés) représentent une portion importante des ventes de la Société. La perte de Cara en tant que client, une diminution des achats par Cara, ou une diminution de la part de marché de Cara dans l'industrie des services alimentaires pourraient avoir une incidence importante et défavorable sur la situation financière, les résultats d'exploitation et la liquidité de la Société. Ce risque a par contre été atténué, par le renouvellement avant terme et le prolongement de l'Entente (voir la section Événements postérieurs à la date de clôture du présent rapport de gestion).

- *Sensibilité face aux prix de marché de certaines commodités*

Colabor peut faire face à des variations inflationnistes subites des coûts de certains produits tels que le bœuf, le porc, l'essence et autres produits de commodité marqué par un indice de prix. Ces variations peuvent à court terme créer de la pression sur la marge.

- *Rappel de produits*

Colabor peut faire face à des retours de produits faisant suite à des problèmes sanitaires rencontrés par certains de ses manufacturiers ou de ses propres divisions. Ces retours peuvent créer un ralentissement des ventes d'une catégorie de produits pendant une certaine période et peuvent causer une certaine détérioration du chiffre d'affaires. Cependant, Colabor a actuellement tous les mécanismes nécessaires d'identification qui lui permettent de récupérer rapidement les produits contaminés pour les retourner aux manufacturiers responsables et recouvrer les sommes payées à ces manufacturiers pour les produits contaminés.

- *Intensification de la compétition dans une situation économique difficile*

Afin de garder leurs parts de marché, les compétiteurs ont tendance à réduire leur marge bénéficiaire.

Rendement de l'investissement

Le rendement d'un investissement dans Groupe Colabor Inc. n'est pas comparable à celui d'un investissement dans des titres à revenu fixe. Le rendement est fondé sur de nombreuses hypothèses.

Changements climatiques

Colabor a des risques très minimes reliés aux changements climatiques mondiaux. Cependant, la température au quotidien affecte périodiquement la performance économique de la Société.

14. Estimations comptables significatives

Certains montants apparaissant aux états financiers sont le fruit d'estimations de la direction, fondées sur sa connaissance des événements en cours ou anticipés et des conditions économiques actuelles.

Perte de valeur des clients et autres débiteurs

Le montant comptabilisé au titre de perte de valeur des clients et autres débiteurs est fondé sur l'estimation de la direction des risques associés à chacun des clients et autres débiteurs de la Société en fonction des pertes subies dans le passé, de l'expérience de recouvrement et de l'incidence de la conjoncture économique actuelle et prévue.

Remises des fournisseurs

La Société constate les remises des fournisseurs en estimant le degré d'atteinte des conditions donnant droit aux remises.

Perte de valeur sur l'actif financier disponible à la vente

La direction examine la présence d'indices de dépréciation de l'actif financier disponible à la vente à chaque date de présentation de l'information financière. Lorsque la direction détermine que l'actif a subi une dépréciation, la perte cumulée comptabilisée dans les autres éléments du résultat global est reclassée en résultat net.

Évaluation du stock

Le stock est évalué au montant le moins élevé du coût et de la valeur nette de réalisation. Lorsqu'elle estime la valeur nette de réalisation, la direction tient compte des indications les plus fiables dont elle dispose au moment où les estimations sont faites. La quantité, l'âge et la condition du stock sont mesurés et évalués régulièrement au cours de l'année.

Durée d'utilité des actifs amortissables

La direction examine les durées d'utilité des actifs amortissables à chaque date de présentation de l'information financière en fonction de l'utilité prévue des actifs de la Société. Les résultats réels peuvent toutefois être différents en raison d'obsolescence technique, particulièrement en ce qui a trait au matériel informatique et aux logiciels de distribution.

Perte de valeur des marques de commerce et du goodwill

Une perte de valeur est comptabilisée pour le montant par lequel la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie excède sa valeur recouvrable. La direction détermine la valeur recouvrable en procédant à une estimation des flux de trésorerie futurs prévus provenant de chaque actif ou unité génératrice de trésorerie, puis elle détermine un taux d'intérêt approprié aux fins du calcul de la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Lorsqu'elle procède à l'évaluation des flux de trésorerie futurs prévus, la direction pose des hypothèses relativement aux résultats opérationnels futurs. Ces hypothèses se rapportent à des événements et circonstances futurs. Les résultats réels peuvent différer et donner lieu à des ajustements significatifs aux actifs de la Société au cours des prochains exercices.

Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation comporte l'estimation de l'ajustement approprié pour tenir compte du risque du marché et d'un ajustement approprié pour les facteurs de risque propres aux actifs.

Actifs d'impôts différés

L'évaluation de la probabilité du bénéfice imposable futur pour lequel les actifs d'impôts différés pourront être utilisés s'appuie sur les dernières prévisions budgétaires approuvées de la Société, lesquelles sont ajustées pour tenir compte des charges et des produits significatifs non imposables ainsi que sur les limites d'utilisation des pertes non utilisées. Si une prévision positive de bénéfice imposable indique qu'il est probable que les actifs d'impôts différés soient utilisés, plus particulièrement si cette utilisation n'est soumise à aucune limite de temps, ces actifs d'impôts différés sont généralement comptabilisés en entier. La direction évalue individuellement la comptabilisation des actifs d'impôts différés assujettis à certaines limites juridiques ou économiques ou à des incertitudes, en tenant compte des faits et des circonstances propres à chacun.

Regroupements d'entreprises

Au moment de la comptabilisation initiale, les actifs et les passifs de l'entreprise acquise et la contrepartie versée pour ces derniers sont pris en considération dans les états consolidés de la situation financière à leur juste valeur. Pour évaluer la juste valeur, la direction utilise des estimations des flux de trésorerie futurs et des taux d'actualisation. Toute modification ultérieure de ces estimations aurait une incidence sur la valeur comptable du goodwill si le changement était considéré comme un ajustement survenu durant la période d'évaluation. Toute autre modification serait comptabilisée aux états consolidés du résultat dans la période ultérieure.

Obligation au titre de la retraite

La direction procède à une estimation annuelle de son obligation au titre de la retraite avec le soutien d'actuaire indépendants; toutefois, le résultat réel peut différer en raison d'incertitudes liées à l'estimation. L'estimation de son obligation au titre de la retraite est fondée sur des taux d'inflation et de mortalité jugés raisonnables par la direction. Elle tient également compte des prévisions spécifiques de la Société relativement aux futures augmentations de salaires et à l'âge de départ à la retraite des salariés ainsi que d'autres facteurs actuariels. Les taux d'actualisation sont déterminés vers la fin de chaque exercice par référence aux obligations d'entités de haute qualité et libellées dans la même monnaie que les prestations à verser, et ayant des échéances similaires à celles du passif lié à la retraite connexe. Il existe des incertitudes quant aux estimations qui peuvent varier considérablement dans les évaluations futures des obligations de la Société au titre des prestations constituées.

15. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière

La direction a conçu et évalué les contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) et les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée par la Société est fiable et que les états financiers qu'elle diffuse dans le public sont préparés conformément aux IFRS. Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont évalué, au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière en date du 27 décembre 2014. À la lumière de cette évaluation, ils ont conclu que la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF et CPCI) étaient efficaces.